

LA CFTC AFFIRME SES POSITIONS

	EMPLOI / CHÔMAGE	SALAIRES ET PARTICIPATIONS	ÉCONOMIE
PROPOSITIONS DE LA CFTC	<ul style="list-style-type: none"> • Une politique industrielle volontariste demeure le meilleur moyen de créer de l'emploi et de lutter contre le chômage • Aide à la formation préalable au recrutement (contrat entre 6 mois et 1 an) • Préparation opérationnelle à l'emploi (contrat d'au moins 1 an) • Augmentation de l'aide individuelle à la formation • Développer un super-comité d'entreprise régional, départemental ou local par branche • Création d'un passeport garantissant la reconnaissance des compétences, maintien des droits, possibilité de tester une entreprise sans rompre le précédent contrat • Obligation dans l'entreprise de provisionner le risque social 	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un revenu de dignité qui permette au travail et à sa famille de vivre décemment • Mieux sanctionner le non-respect de l'obligation annuelle de négocier les salaires • Promotion de la participation financière et de l'intéressement non substituable à une politique salariale • Participation des salariés aux orientations stratégiques des entreprises • Possibilité de condamner le délit de tromperie des chefs d'entreprises • Sécurisation des parcours de vie (statut du travailleur) • Possibilité de retrait pour les cadres dirigeants en cas de licenciement économique excessif • Établissement d'un comité permanent du dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> • Taxer plus les comportements spéculatifs sans plus-value sociale et économique • Direction des entreprises indépendante des actionnaires • Revenir sur les mesures d'austérité et mettre en place en période de récession, une politique budgétaire qui favorise l'investissement, la consommation, la croissance et l'emploi • Pousser à la création d'un nouvel ordre monétaire international • Favoriser l'épargne des ménages sur des produits labélisés par le comité intersyndical de l'épargne salariale • Favoriser la recherche et développement et des TPE-PME, notamment à l'exportation • Explorer l'ajout d'un point de la CSG à la place de la TVA sociale
François BAYROU	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des cotisations chômage pour les groupes qui licencient trop ou abusent des CDD • Plan de maintien dans l'emploi des plus de 50 ans • Exonération des charges sociales pour les deux premiers emplois créés • Extension du RSA à tous les jeunes adultes 	<ul style="list-style-type: none"> • Cogestion à l'allemande des entreprises • Limiter les écarts de salaires au sein de l'entreprise • Simplification des formalités administratives pour les TPE-PME 	<ul style="list-style-type: none"> • Incitation à l'investissement productif éco-responsable • Taxation supérieure des dividendes versés aux actionnaires • Création d'un établissement financier dédié au soutien aux secteurs d'avenir • Relocalisation de certaines fabrications en France et en Europe • Accès aux marchés publics conditionné à des critères sociaux et environnementaux
François HOLLANDE	<ul style="list-style-type: none"> • Pénalités financières pour les entreprises qui licencient alors qu'elles versent des dividendes aux actionnaires • Création de 300 000 emplois d'avenir pour les jeunes • Mise en place concrète du CV anonyme • Contrat de génération et contrat jeunes (150 000 personnes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Revalorisation du Smic • Présence des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance 	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité à la réduction de la dette • Taxer les profits des groupes pétroliers • Exonérations de charges patronales supprimées pour les entreprises ne respectant pas l'égalité salariale homme-femme • Plafonnement des salaires des patrons d'entreprises publiques
Eva JOLY	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un Crédit temps formation (CTF) • Favoriser la baisse du chômage par la réduction générale du temps de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Implication accrue des salariés au sein des entreprises sur les questions d'organisation du travail comme sur la stratégie • Revalorisation des revenus sociaux (RSA...) et des plus bas salaires • Reprise du mouvement de réduction du temps de travail jusqu'à 32 heures 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'économie au service de l'écologie • Taxe des profits bancaires et sur des transactions financières • Mise en place d'une réelle fiscalité écologique • Suppression des avantages fiscaux aux plus hauts revenus • Suppression progressive des dépenses de l'État qui vont à l'encontre de la protection de l'environnement
Marine LE PEN	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la préférence nationale à l'embauche via diverses mesures de taxation du travail des étrangers • Remboursement par les entreprises qui délocalisent des aides ou subventions qu'elles ont reçues 	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme de la représentativité syndicale (suppression critères fixés à la libération), maintien des 35 h, mais négociation possible moyennant augmentation proportionnelle du salaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Sortie de l'euro et retour au franc • Dévaluation du franc pour améliorer la compétitivité des entreprises • Majoration des cotisations salariales et patronales pour les étrangers • Favoriser les investissements directs étrangers en France • Favoriser la production nationale
Jean-Luc MÉLENCHON	<ul style="list-style-type: none"> • Droit de veto suspensif pour les RS lors de licenciements ou délocalisation • Rembourser les aides perçues par les entreprises en cas de délocalisation ou de licenciements boursiers • Revalorisation immédiate de 300 € des allocations de chômage • L'indemnité chômage sera portée à 90 % du dernier salaire avec comme minimum le Smic 	<ul style="list-style-type: none"> • Revalorisation du Smic à 1 500 € nets avant fin 2014 • Mise en place progressive de la semaine de 4 jours et des 32 heures 	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'un secteur public bancaire et contrôle plus strict dans le privé • Meilleure réglementation de l'accès au crédit • Droit de veto des salariés sur les décisions stratégiques de l'entreprise • Mise en place d'un niveau de rentabilité actionnariale maximale • Augmentation de la part patronale des cotisations sociale
Nicolas SARKOZY	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'apprentissage • Renforcement des contrôles des chômeurs • Développement de la formation professionnelle qualifiante • Développement de contrats d'insertion et baisse du RSA pour qui refuserait ces contrats • Créer une différence plus importante entre les revenus de travail et d'assistance 	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression du régime des 35 heures • Fusionner les différentes instances de représentation du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'une TVA anti-délocalisation • Renforcement de la politique de soutien aux PME • Accélérer la mise en place du guichet unique pour les démarches des PME